

Et si on tirait au sort nos prochains parlementaires

La rédaction

Judith Mayencourt
Cheffe
de la rubrique Suisse



La récolte de signatures a débuté hier. Et peut-être allez-vous griffonner votre paraphe au bas du formulaire officiel ces prochains mois. Car l'initiative populaire «Pour un Conseil national représentatif» bénéficiera certainement d'un bon capital de sympathie. Il s'agirait, proposent les initiants, de tirer au sort 50 des 200 membres de la Chambre du peuple. Glisser une pincée de hasard donc dans les rouages subtils de la démocratie helvétique...

Une initiative juste pour le fun? Un peu, bien sûr, mais pas seulement. Pour les initiants de l'ONG Génération Nomination, c'est une manière de briser quelques clichés qui ont la vie dure. Car le portrait type de l' élu suisse ne varie guère d'élection en élection: c'est un homme, d'une cinquantaine d'années, diplômé et gradé à l'armée. Des catégories entières de la population ne s'y retrouvent pas.

A défaut d'imposer des quotas, le tirage au sort serait en quelque sorte un instrument nouveau pour faire exploser le plafond de verre qui pénalise tous les mal-aimés de la démocratie. Les femmes, bien sûr, mais aussi les trop jeunes, les trop vieux, les trop laids, les trop basanés, les pauvres, les handicapés, les bégues et tous ceux qui n'ont pas fréquenté les bancs de l'université.

Avec cinquante élus de la vraie

société civile - et non pas de ce corpus présélectionné par les partis pour coller aux attentes supposées des électeurs et aux besoins, eux aussi supposés, de la fonction - le Conseil national ne serait pas défiguré. Juste un peu plus bigarré. Et qui nous dit qu'un maçon, une employée de bureau, une esthéticienne ou un chauffeur de bus ne pourrait pas mettre son expérience professionnelle au service de la collectivité de manière tout aussi valable qu'une avocate, une économiste, un paysan ou un patron?

Les initiants ont d'ailleurs dans leur besace quelques arguments qui ont de quoi nous faire réfléchir. Ainsi l'Irlande, où 99 citoyens tirés au sort ont travaillé sur la nouvelle Constitution. Moins accroché aux dogmes des partis, ce groupe a réussi à faire bouger les lignes dans des dossiers aussi délicats que l'avortement ou le mariage pour tous. La Grèce antique, berceau de la démocratie, a eu également recours au tirage au sort pour désigner ses représentants. Et cela pour un objectif des plus nobles: éviter que les élus, forts de la confiance d'une majorité, ne se sentent investis d'un pouvoir trop large, au détriment du peuple.

Le débat lancé par l'initiative est moins futile qu'il n'y paraît. Hélas, il tombe dans un treu tristemement fertile, celui du populisme. Aujourd'hui, les élus sont injustement assimilés à des égoïstes malhonnêtes qui défendent leurs intérêts personnels et les privilèges de leur corporation. Un tirage au sort pour remplacer l'engagement envers la collectivité? La ficelle est un peu trop grosse. Je ne signerai pas cette initiative.

La France va mieux, c'est le moment de la réformer

La rédaction

Xavier Alonso
Correspondant à Paris



Réformer ou temporiser afin de permettre au pays de profiter de l'amélioration de la conjoncture? La France se pose la question. Déjà l'effet Emmanuel Macron? Non, le jeune et fringant président de la République n'est pour rien dans les bonnes nouvelles publiées par l'Institut national des études économiques (Insee).

En effet, les indicateurs économiques n'ont jamais été aussi bons depuis dix ans. Le pouvoir d'achat des ménages a progressé de 1,9% en 2016. Le taux de marge des entreprises augmente (pour la quatrième année consécutive). Il est passé de 31,4% à 31,7%.

Quand le bâtiment va, tout va, répètent les analystes financiers, qui s'émerveillent d'une progression de 15% des mises en chantier en une année. Autre indicateur positif, celui de l'emploi intérimaire, qui bondit de 8,2% au mois d'avril 2017. Et laisse augurer d'une hausse des embauches fixes ces prochains mois.

Et, pour parfaire ce tableau réjouissant, les dépenses sociales ont été moins importantes que prévu. Signe qu'un certain nombre de travailleurs pauvres ont pu se passer du coup de main de l'Etat.

L'ex-président socialiste François Hollande avait-il donc raison quand il disait laisser la France en meilleur état qu'il l'avait trouvée? Ce n'est pas si simple, mais de toute évidence les allègements de charges et le crédit d'impôt portent leurs fruits. Et ils ne

servent pas seulement à gonfler les marges des entreprises. Aussi, les raisons de cette bouffée d'oxygène sont diversement disséquées selon son bord politique. Au pays de l'idéologie et de la mauvaise foi, le débat est vif.

Winston Churchill ne disait-il pas ne croire aux statistiques que lorsqu'il les avait lui-même falsifiées? Cette fois, pour la France, il s'agit bien d'autre chose que de simples statistiques. Il s'agit de croire qu'au-delà des chiffres l'heure de la reprise a sonné. Que le déclinisme est enrayé, que le pays est en train de se mettre au diapason de l'arrogante jeunesse de son président, qu'il retrouve non seulement le panache dû à son rang, mais aussi et surtout la santé nécessaire à son économie et à ses millions de chômeurs.

Par le passé, notamment sous Jacques Chirac, surnommé le «roi fainéant», la France s'est empressée de ne rien faire lorsqu'un rayon de soleil économique venait à percer dans la grisaille. Il ne fallait surtout pas alimenter les mécontentements. C'est là la chance d'Emmanuel Macron, car l'alignement des planètes économiques est en sa faveur, alors que le pays reste en état pré-insurrectionnel.

Malgré l'envie d'optimisme, les sujets de fâcherie sont juste endormis. La crise sociale n'attend qu'un prétexte pour se réveiller. Et ce prétexte ne doit pas être l'inaction. Les réformes du Code du travail et de la fiscalité doivent être faites rapidement en s'appuyant sur la dynamique née de la confiance retrouvée. Voilà ce qu'espèrent de nombreux Français, qui seraient amèrement déçus si le renouveau promis n'était qu'un slogan de campagne.

Réforme des retraites

La Prévoyance 2

Le projet fait éclater les clivages partisans. Une partie de la

L'essentiel

● **Röstigraben** L'homogénéité des votes au parlement tranche avec les prises de position de ce début campagne.

● **Frondeur** Le oui accuse la défection de l'extrême gauche et du PS genevois. Le soutien de l'économie romande fragilise le non défendu par la droite.

● **Enjeu** S'il l'emporte sur les retraites, le Parti socialiste aura gagné sur les quatre dossiers majeurs de cette législature.

Florent Quiquerez

Alain Berset réussira-t-il à imposer sa grande réforme des retraites? Le verdict tombera le 24 septembre. Alors que le conseiller fédéral devrait lancer la campagne avant l'été, le dossier électrise déjà les partis. Au Parlement, les choses étaient pourtant claires: le centre et la gauche étaient pour la Prévoyance vieillesse 2020; le PLR et l'UDC contre. Dans un suspense hitchcockien et une discipline de vote sans faille, les premiers l'avaient emporté d'une voix au Conseil national.

Aujourd'hui, tout se complique. En Romandie, l'extrême gauche et certains syndicalistes ont décidé de combattre la réforme au grand dam du PS, alors que les caisses de pensions et les milieux économiques ont pris le contre-pied des fatièrres nationales et recommandent le oui. L'unité des partis vole en éclats, et certains élus sortent du bois.

Défections au PLR

«Je soutiendrai la réforme», affirme sans détour Fathi Derder (PLR/VD). Pour celui qui avait rejeté la Prévoyance 2020 au National, la donne a changé. «Je partage le point de vue du Centre patronal vaudois. On a désormais une réforme sur la table. Il faut aller de l'avant.» S'il ne s'engagera pas contre son camp, le nouveau rédacteur en chef de l'AGEFI précise que son journal défendra «le point de vue des PME romandes».

Laurent Wehrli (PLR/VD) partage cette analyse. «Entre une stratégie politique et une campagne de votation, il y a des logiques qui ne sont pas toujours les mêmes. Comme tout le monde au Parlement, je pense qu'une réforme est indispensable. Ce projet n'est pas parfait, mais il a l'avantage d'exister.» Lui non plus ne fera pas campagne, à moins que la section vaudoise ne se prononce autrement.

«C'est un nouveau match qui commence», reconnaît Jacques Bourgeois (PLR/FR). Tirailé entre son parti et les intérêts des familles paysannes, le directeur de l'Union suisse des paysans (USP) s'était - comme Laurent Wehrli - abstenu au National. «Aucune des variantes ne me satisfait, réagit-il aujourd'hui. Mais, comme l'USP s'est largement prononcée en faveur de la Prévoyance 2020, je vais suivre.» Il précise toutefois d'entrée de jeu qu'il restera discret. «Ma priorité le 24 septembre, c'est le vote sur la sécurité alimentaire.»

Le doute ronge les élus

Aux défections s'ajoutent des interrogations. «L'USAM, dont je suis le président, s'est clairement prononcée contre la réforme, et je défendrai le non avec conviction», explique Jean-François Rime (UDC/FR), président de l'Union suisse des arts et métiers. Je regrette que la gauche et le PDC n'aient pas voulu rediscuter de cette hausse générale de 70 francs. S'il est sûr de son vote, il s'inquiète de la suite. «Une réforme est indispensable, et je me de-



mande quelle version est capable de convaincre le peuple. Il s'agit d'un des sujets les plus difficiles que j'aie eu à traiter depuis mon arrivée à Berne.»

Des élus qui changent de bord, d'autres qui émettent des doutes, la droite est-elle déconnectée de sa base? «Non, répond Isabelle Moret (PLR/VD). Certaines organisations économiques veulent la baisse du taux de conversion coûte que coûte. En Suisse alémanique, nous avons bien réussi à expliquer que ce projet n'allait pas assainir l'AVS, mais péjorer sa situation. On gagne dix ans pour mieux sauter dans le vide après. En Suisse romande, nous avons une guerre de retard en matière de communication.» Mais elle reconnaît l'existence d'un Röstigraben. «Alors que des

motifs financiers émergent de l'autre côté de la Sarine, ici l'opposition se fait sur la hausse de l'âge de la retraite. Les femmes de droite n'acceptent pas ce sacrifice pour un bonus «arrosoir» de 70 francs.»

Raymond Clottu (UDC/NE) votera non, mais il sait très bien que plusieurs électeurs UDC proches du milieu agricole glisseront un oui dans l'urne. «Ce dossier est tellement mal ficelé que les gens ne comprennent plus vraiment les enjeux. C'est la cacophonie. S'il n'y a plus d'unanimité à droite, c'est que chacun défend son pré carré, sans regarder l'aspect global dommageable de la réforme.»

Les partisans de la Prévoyance 2020, eux, se délectent de ce bloc de droite qui se fissure, d'autant plus qu'ils ont gagné

«Je partage le point de vue du Centre patronal vaudois. On a un projet sur la table. Il faut aller de l'avant»



Fathi Derder
Conseiller national (PLR/VD)

«En Romandie, nous avons une guerre de retard en matière de communication envers les milieux économiques»



Isabelle Moret
Conseillère nationale (PLR/VD)